

CE MONDE QUI BOUGE

Même mort,
Hugo Chavez dérange

En rendant un vibrant hommage à Hugo Chavez, le secrétaire d'Etat français à l'Outremer, Victorin Lurel, qui représentait la France aux obsèques du président vénézuélien, a-t-il commis un impair ? Vu la manière dont les propos du ministre français ont été traités par les médias, la droite française et M^{me} Laurence



Par Hassane Zerrouky

Parisot, la présidente du Medef (le patronat français), pour qui «Hugo Chavez est un dictateur», il y a tout lieu de penser que même mort, le président vénézuélien continue de déranger.

Pourquoi, dès lors, un tel acharnement contre Chavez ? La première – elle fait plus mal que l'on pense – est qu'il est arrivé en 1998 au pouvoir par les urnes. Et que depuis, il a été réélu démocratiquement, ce que même ses pires adversaires, les Etats-Unis en tête, n'ont jamais contesté ! La seconde – elle fait encore plus mal – est que Chavez a prôné de son vivant que la pauvreté et le sous-développement ne sont pas une fatalité, et qu'il existe d'autres voies que la voie capitaliste libérale pour la réduire. Aussi a-t-il utilisé l'argent du pétrole pour financer des politiques de développement antilibérales ayant permis d'améliorer les conditions de vie et d'existence sociales des Vénézuéliens : le PIB (produit intérieur brut) est passé de 5 500 dollars en 1999 à 12 500 dollars en 2012, soit le deuxième PIB après le Brésil ; la pauvreté a reculé de près de 60% à moins de 20% ; plus de 95% des enfants sont scolarisés contre moins de 50% en 1998... Et ce, sans compter ces «petites choses» comme l'accès à l'eau potable pour près de 95% des Vénézuéliens. Et l'on feint de s'étonner que des millions de personnes aient pleuré la mort de Chavez ? Troisième raison découlant des deux autres, la démarche de Chavez est, aux yeux des tenants du néo-libéralisme, un mauvais exemple pour tous ces peuples d'Amérique latine et du monde qui aspirent à une plus juste répartition des richesses produites, la fin des inégalités sociales et au progrès social ! Et ce, au moment où des pays dit démocratiques – Espagne, Portugal, Grèce – sont en train de toucher le fond, alors que d'autres à l'instar de l'Italie, voire la France, ne sont pas à l'abri d'un désastre social et économique !

Ses critiques occidentaux, et même chez nous, croient avoir trouvé la faille : Chavez a limité les libertés et a mis les médias au pas ! Faux. Pour preuve, moins de 24 heures après ses obsèques, son rival malheureux à l'élection présidentielle d'octobre 2012, Henrique Capriles, vient de lancer via les chaînes de télé privées un défi retentissant à son successeur Nicolas Maduro pour l'élection présidentielle qui aura lieu prochainement ! Qu'en est-il alors des médias. Chavez a fait face jusqu'à sa mort à une véritable armada médiatique. Il faut savoir que l'audience des sept chaînes publiques et les trois radios nationales, aux mains des «chavistes» est à peine de 6% ! Et l'on avance en guise d'argument massue que le pouvoir de Chavez a retiré en 2007 l'agrément à RCTV, la grande chaîne privée, et ce, en raison de son soutien à la tentative de coup d'Etat de 2002.

Ce qui ne l'a pas empêchée de continuer d'émettre par le câble et le satellite jusqu'en 2010 ! Il n'en reste pas moins que plus de 94% des chaînes de télé sont privées, dont la chaîne d'information Globovision, et sont détenues majoritairement par des hommes d'affaires hostiles à Hugo Chavez ! A quoi s'ajoute le fait que plus de 80% des titres de presse sont opposés au régime actuel ! Et ce, sans compter CNN en espagnol très regardée au Venezuela ! Telle est la réalité du paysage audiovisuel et de la presse écrite au Venezuela. Il n'en reste pas moins que rien n'est encore joué dans ce pays phare de l'Amérique latine.

En dépit d'une politique de diversification, l'économie reste dépendante du pétrole. La pauvreté n'a pas été totalement éradiquée ainsi que l'habitat précaire. Le chômage, près de 10%, reste élevé. Et la délinquance – agressions, meurtres et vols à main armée – reste importante. Hugo Chavez a ouvert des pistes. Il laisse un pays en chantier où les acquis sociaux et politiques ne sont pas encore tout à fait consolidés.

Les défis qui attendent ses successeurs sont immenses. D'autant que ses adversaires de la droite libérale, qui ont gauchi leurs discours – c'est tendance – n'ont pas abdiqué.

H. Z.

SAHARA OCCIDENTAL
La résistance des Sahraouis évoquée
par des membres de la société civile

Dans une conférence de presse tenue hier, au siège du Centre d'information du Polisario, l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Alger a vivement remercié les médias algériens, pour l'effort fait afin de porter à la connaissance de l'opinion internationale les «atrocités subies par le peuple sahraoui dans les territoires occupés».

Des atrocités, a-t-il regretté, «occultées» par les médias occidentaux et arabes. Etaient présents à cette conférence des activistes des droits de l'homme, Nana Rachid et Aba Haycene en l'occurrence, lesquels ont rappelé les actes de bravoure des

résistants sahraouis. Une résistance plutôt pacifique contre le colonialiste marocain qui n'hésite pas à mobiliser son armée et son appareil judiciaire, pour «réprimer des populations désarmées, n'aspirant qu'à recouvrer leur dignité bafouée

par l'occupant». Aba Haycene a loué les positions du parlement européen, des parlements anglais et argentin et tous ceux qui se sont montrés solidaires avec le peuple sahraoui, lors du procès de Gdim Izik.

Des militants sahraouis ont été déferés devant une cour martiale, le 25 février dernier et condamnés à de lourdes peines. Un procès qu'Aba Haycene qualifie d'«inéquitable». Ce dernier a traité le régime marocain de «voyou» qui fait fi de la légalité internationale.

Nana Rachid, quant à elle,

féministe et poète, a retracé le combat des femmes sahraouies et a mis en valeur leur contribution dans la résistance. «Ce sont les femmes qui confectionnent ces tentes implantées à la périphérie des villes, pour accueillir les populations obligées de fuir à cause des violences qu'elles subissent de la part de l'administration coloniale. Ces tentes (8 000 au seul campement de Gdim Izik à Laayoune) sont devenues un épouvantail qui fait peur au régime marocain», a-t-elle souligné.

L. H.

EXACTIONS DE L'ARMÉE MALIENNE SUR LES POPULATIONS

L'ONU préoccupée

Les alertes, lancées notamment par le MNLA, contre les exactions de l'armée malienne, en opération dans le nord du pays, contre les populations, ont été entendues par les Nations-Unies. La Haut Commissaire adjointe de l'ONU aux droits de l'Homme, Kyung-Wha Kang, en a attesté devant le Conseil des droits de l'Homme.

Sofiane Ait-Ifllis - Alger (Le Soir) - La responsable onusienne a précisé que les exactions ciblent particulièrement les Touareg, les Peuls et les Arabes. M^{me} Kang a expliqué, présentant son dernier rapport en date sur la situation des droits de l'Homme au Mali, que la situation a été exacerbée par la propagation d'une rhétorique, dans les médias notamment, qui stigmatise ces communautés.

Conséquences : des milliers de personnes ont fui, craignant les représailles de l'armée malienne. Celles qui sont restées dans le territoire de l'Azawad vivent dans la peur permanente d'être ciblées, non pour ce qu'elles auraient pu commettre mais pour ce qu'elles sont.

Le document présenté par la commissaire onusienne restitue des témoignages recueillis en novembre 2012. C'est-à-dire avant que l'armée malienne n'accompagne les forces françaises dans leur offensive dans le nord du Mali.

L'espace géographique cou-

vert s'est étendu au Niger, Mauritanie et au Burkina-Faso. Si le rapport évoque les exécutions et les châtiments commis par les groupes terroristes qui avaient fait main basse sur le territoire du nord, il reprend néanmoins les allégations du MNLA sur les exécutions extrajudiciaires. D'ailleurs, M^{me} Kang a insisté sur la violation des droits de l'Homme dans les régions sous contrôle gouvernemental.

La responsable onusienne a appelé les autorités à protéger les communautés à risque. En attendant, le Haut Commissariat aux droits de l'Homme a commencé de renforcer son équipe chargée de surveiller la situation sur le terrain. La France, qui a déployé une force militaire dans le nord du Mali pour combattre les groupes terroristes, est gênée par les exactions commises par l'armée malienne.

En visite tout récemment en Algérie, le président de l'Assemblée française, Claude Bartolone, a affirmé que son pays a sollicité une commission onu-

sienne pour faire la lumière sur les allégations et que, si exactions il y a, il faut qu'elles donnent lieu à des poursuites.

Transformer la Misma en force
de maintien de la paix

En prévision du déploiement effectif de la force africaine, dans le cadre de la Misma, le sous-secrétaire général des Nations-Unies chargé des opérations de maintien de la paix, Edmond Mulet, a appelé au renforcement des capacités de la Misma. En visite hier mardi à Bamako, il a déclaré, à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre malien Diango Cissoko, qu'il était à la tête d'une mission d'analyse envoyée par Ban Ki-moon. Une mission qui doit déboucher sur l'élaboration, à la demande du Conseil de sécurité, d'un rapport spécial sur le Mali.

Un rapport devant comprendre, outre les aspects politique et sécuritaire, la situation des droits de l'Homme et la possible transition des forces de la Misma vers une mission de maintien de la paix des Nations-Unies. L'idée de transformer la Misma est là.

Elle est en attente. «Cette transition vers la mise en place d'une opération de maintien de la

paix va encore prendre du temps», a argumenté M. Mulet, précisant que «la mission de maintien de la paix est de nature temporaire».

L'armée tchadienne
en difficulté

Le massif des Ifoghas est un véritable borbier. L'armée tchadienne a essuyé de nouvelles pertes dans les violents combats qui ont eu lieu mardi. Un soldat tchadien a été tué, a annoncé l'état-major tchadien. «Ce jour 12 mars à 15 heures, les forces tchadiennes en intervention au Mali au cours de leur ratissage ont eu un accrochage avec des rebelles (...) dans le massif des Ifoghas (...) L'armée tchadienne déplore un mort et un blessé», est-il annoncé dans un communiqué. La même source a annoncé l'élimination de six terroristes et la capture de cinq autres. Au total, 30 soldats tchadiens ont été tués depuis le début des opérations dans le Nord-Mali.

Rappelons que le Tchad avait annoncé l'élimination de deux chefs terroristes, Mokhtar Belmokhtar et Abu Zeid. Mais jusqu'ici, aucune preuve attestant de la véracité de ces informations n'a été apportée.

S. A. I.

Il y a 20 ans, était assassiné
un homme de valeur : Hafid Senhadri

Hafid Senhadri a été ravi à la vie un certain quatorze mars 1993, il y a donc vingt ans. Des islamistes assassins, mandés probablement par le Front islamique du djihad armé (FIDA), une organisation née du Front islamique du salut (FIS) l'ont attendu le matin de cette journée au bas de l'immeuble où il habitait sur les hauteurs d'Alger pour l'abattre à bout portant au moment où il se mettait au volant de sa voiture.

Transféré à l'hôpital dans un état comateux, Hafid décède quatre jours plus tard. Le FIDA s'était spécialisé dans la chasse aux intellectuels algériens considérés alors comme l'un des obstacles majeurs à la concrétisation des rêves de tous les fanatiques de ce type de république islamique où les idées de progrès n'ont ni place ni avenir.

Hafid Senhadri était de ce genre qui dérangeait et, pas uniquement les intégristes politico-



Hafid Senhadri.

Photo : DR.

religieux parce que c'était un homme d'esprit et d'action.

Il fut, d'abord, un professionnel de la radio durant les années soixante-dix, déjà pendant qu'il poursuivait des études à l'Institut des sciences politiques et de l'information (ISPI). Il était avec sa voix au timbre unique, grave, très grave, et profond un cas à part. Son dynamisme et l'intelligence avec lesquels il concevait son travail faisaient de lui un animateur-radio écouté et aimé.

Hafid était sorti de Science-po avec un diplôme en sciences

de l'organisation qui lui avait permis d'embrasser une carrière dans l'administration centrale où il eut à assumer des responsabilités dans trois ministères : Travail et Affaires sociales, l'Education nationale où il fut secrétaire général et l'Habitat. Il fut, dans deux de ces ministères, collaborateur du regretté Aboubakr Belkaïd, qui lui aussi a été victime de la horde islamiste.

Cadre de l'Etat, Hafid l'était mais pas comme un bureaucrate. Il intervenait dans la presse par des contributions réfléchies tout aussi que pertinentes pour inciter à l'ouverture et à la modernisation de l'administration. Il était surtout demeuré un homme d'action résolument tourné vers l'avenir.

C'est ainsi qu'il fut membre fondateur et président de l'Association algérienne des cadres de l'administration publique (ANCAP) qui fut une partie très active avec l'UGTA et son SG Abdelhak Benhamouda, dans la mise sur pied du fameux Comité national de sauvegarde

de l'Algérie (CNSA).

Ce dernier rendit public un communiqué au lendemain du premier tour des législatives de 1991-92 pour appeler à l'annulation du scrutin à l'issue duquel le FIS était en train de s'installer comme un nouveau parti hégémonique presque seul sur la scène politique. Avec la venue de Boudiaf à la présidence de l'Etat, Senhadri sera appelé au Conseil national consultatif mais il ne surviva que quelques mois à la disparition du vieux président qui fut fauché en plein élan par les balles assassines de l'officier Lambarek Boumaârafi.

Hafid laissa deux enfants en bas âge. Heureusement, qu'ils avaient aussi une maman courageuse qui parvint, malgré tous les défis à relever, à faire d'eux, un homme et une femme. Que ceux qui ont connu cet homme courageux, généreux et tellement féru de culture et particulièrement de musique aient une pensée pour lui rendre l'hommage qu'il mérite.

Ahmed A.